



**Verbatim réalisé par la Fondation iFRAP : Entretien entre Nicolas Doze et Jean-Louis Mullenbach BFM Business, 17 juin 2013**

Président de l'ASTCF (Académie des sciences et techniques comptables et financières), Jean-Louis Mullenbach a suivi les travaux du CNOCP (Conseil de normalisation des comptes publics) présidé par M. Michel Prada. Il témoigne dans l'émission de Nicolas Doze, *Les Experts*, le 17 juin 2013, sur l'attitude de l'État concernant les engagements de retraites des fonctionnaires. En voici le verbatim :

**Nicolas Doze :** Un mot sur la dette JLM. Vous vouliez nous parler de la dette, ce que j'ai appelé la vraie dette, alors on connaît tous notre vraie dette faciale classique qui s'élève à 90% du PIB et qui est à 1 840 milliards d'euros.

**Jean-Louis Mullenbach :** Elle n'est déjà plus à 1 840 milliards d'euros, elle est à 1 900 milliards, il faut savoir que la dette augmente de 320 millions d'euros par jours, c'est vraiment impressionnant. Il y a un vrai sujet sur la dette c'est le problème des engagements de retraite.

**ND :** Ce que l'on appelle le hors bilan

**JLM :** Le hors bilan, oui, plus précisément vous avez dans le bilan des dettes certaines (dette financière de l'État, 1 500 milliards), vous avez des dettes « probables » (dès lors que vous avez plus de 50% de chance [d'occurrence] vous le mettez dans la dette), et puis vous avez les **passifs éventuels**, par exemple quand vous donnez des garanties à Dexia, ou en FESF ou au MES, ce sont des montants considérables, mais ce n'est pas du tout sûr que l'État et c'est même improbable que l'État soit appelé en garantie. Mais il y a quelque chose au milieu qui s'appelle **les engagements de retraite**, le passif social de l'État, qui fait quand même 1 700 milliards d'euros, et on le met **hors bilan alors que l'on va en principe et il est probable à tout le moins que l'on va payer**, alors que cela fait 82% du PIB. Ça c'est un vrai sujet. Alors pourquoi bilan et hors bilan, parce que l'argument classique des européens face aux anglo-saxons c'est de dire : nous on a un droit de lever l'impôt, donc il n'y a pas de raison que l'on le mette dans le bilan.

Le problème de la France c'est qu'elle n'a plus de marges budgétaires, nous avons les P.O les plus importants et les contribuables on le voit bien, ne peuvent pas aller plus loin, on voit bien les effets de la courbe de Laffer, donc le droit de lever l'impôt qui justifie que l'on mette cela hors bilan c'est extrêmement contestable et il y a un deuxième argument qui est donné par des gens de Bercy, qui consiste à dire, mais l'État n'a pris aucun engagement, il n'y a pas de contrat vis-à-vis des fonctionnaires c'est pas faux, il y a un statut. **Et ce statut, on peut le modifier. La preuve, on est en train de remettre en cause les régimes de retraite, et si l'État se trouve en état de faillite, il peut toujours ne pas payer les retraites des fonctionnaires. Vous voyez un peu l'argument que l'on n'expose pas trop en public.**

Alors en pratique, il faut savoir que les anglais, les américains comptabilisent leur engagement de retraite dans le bilan. Un certain nombre d'États européens...

**ND** : Dans les 15 000 milliards de dollars de dette américaine il y a les retraites des fonctionnaires.

**JLM** : Effectivement, alors ce qu'il y a de vrai si vous voulez c'est que le système de retraite français est très particulier, puisque l'État (c'est un truc de fou d'ailleurs) cotise à la fois au régime de retraite (il cotise de façon fictive puisque c'est pour sa poche), il est à la fois, cotisant employeur, il est caisse de retraite c'est lui qui verse (aux pensionnés), ce n'est pas des caisses autonomes qui vont aller mal et qu'il faudra renflouer, c'est lui qui verse ; et il est également financeur, puisque c'est le budget de l'État qui finance les besoins de financement. Et en plus ces besoins de financement ils sont manipulés, c'est-à-dire que l'on s'amuse à augmenter les cotisations normatives pour faire croire que le besoin de financement n'augmente pas.

Et encore autre sujet : quand on nous dit 1 700 milliards d'euros, il faut savoir que c'est basé sur les prévisions du COR, qui sont elles-mêmes basées sur des projections financières, très optimistes en termes de taux de croissance etc... donc ce n'est pas 82% du PIB, ça peut être beaucoup plus.

**ND** : On arrive à des montants qui sont deux fois ce que l'on connaît aujourd'hui. À côté de ça le hors bilan de la dette française n'est pas une surprise on sait bien que la Cour des comptes avait chiffré ce hors bilan à pas loin de 5 000 milliards d'euros entre bilan et hors bilan.

**JLM** : Vous n'avez pas le droit d'additionner, l'addition sèche du bilan et du hors bilan n'a pas de sens.

**ND** : C'est la cata'. Ce que vous nous dites...

**JLM** : Ce n'est pas la cata' parce que potentiellement si vous voulez... mais on voit bien qu'il est vital de réduire les engagements de retraite des fonctionnaires, des militaires parce que l'on atteint avec les régimes spéciaux des chiffres absolument considérables, quand vous avez la SNCF, la RATP et la Poste...